

# La CFDT et la CPME confrontent leurs visions sur les retraites, le travail et le budget

SOCIAL

A la veille de la première séance de la Conférence travail, emploi, retraites, les numéros uns de la CFDT, Marylise Léon, et de la CPME, Amir Reza-Tofighi, avancent ce qu'ils attendent et proposent pour ce nouveau rendez-vous.

Propos recueillis par  
Leïla de Comarmond,  
Isabelle Ficek, Solenn  
Poullennec et Alain Ruello

**Vous participerez à la conférence sur le travail, l'emploi et les retraites vendredi. Pourquoi ce choix, Amir Reza-Tofighi, alors que nombre d'entrepreneurs sont en colère contre la politique actuelle et que le Medef ne viendra pas ?**  
**Amir Reza-Tofighi** : La colère des entrepreneurs est réelle, légitime et profonde. Le débat budgétaire actuel manque de vision, de cohérence, et de respect pour ceux qui créent de la richesse. On a l'impression qu'il ne reste qu'une obsession : trouver des recettes sur le dos des entreprises. Mais face à cela, je fais le choix de la responsabilité. Je comprends la colère, mais je ne crois pas à l'inaction.

**N'y a-t-il pas le risque que ce soit une concertation de plus pour rien ?**  
**Marylise Léon** : La conférence est pour nous un nouvel espace à investir pour faire valoir nos propositions. Qu'est-ce que ça va produire, sachant qu'il ne s'agit pas d'une négociation entre les partenaires sociaux ? Difficile à dire.

Ce qui est sûr c'est qu'aborder les questions de travail, de carrière professionnelle et pas seulement la retraite, avec les représentants des salariés et ceux des employeurs qui partent de la vie réelle, c'est aborder enfin les choses dans le bon ordre.

**Sur les retraites, qu'attendez-vous de cette conférence, après l'échec du « conclave » lancé par François Bayrou et les débats sur la suspension de la réforme ?**  
**M.L.** : Le conclave n'a pas été inutile. On peut s'appuyer sur ce qui y a été débattu et les avancées qui ont été actées, sachant que des organisations qui n'y étaient pas vont rejoindre la conférence. Je souhaite cependant qu'on sorte des débats stériles sur l'âge légal de départ et plus globalement sur les paramètres du système et que l'on parte de la réalité du travail.

Il faut travailler les questions de pénibilité, d'accidents du travail, des inégalités hommes-femmes dans le travail. Il y a aussi un bouleversement profond dans le rapport au travail sur lequel il faut travailler. On souhaite rediscuter de l'emploi des jeunes et des seniors, c'est essentiel. Travailler tous et travailler mieux, voilà les vrais sujets.

**A.R.-T.** : Je suis d'accord sur le fait qu'en matière de retraite, il faut sortir du débat stérile centré sur l'âge. Je pense qu'on a trop débattu cette année de la façon dont les Français pourraient travailler moins en partant plus tôt en retraite. On a le sentiment aujourd'hui que le travail n'est pas plus valorisé que le non-travail. Notre objectif avec cette conférence est de remettre le travail au centre du projet de société. Aujourd'hui, on entretient l'idée que travailler moins serait la voie naturelle. C'est faux, et c'est dangereux pour notre modèle social.

Aujourd'hui, quand j'entends des cadres qui peuvent faire trois jours de télétravail dire qu'ils ont des con-



Marylise Léon, secrétaire générale de la CFDT, et Amir Reza-Tofighi, président de la CPME, le 1<sup>er</sup> décembre dernier. Photo Magali Delporte pour «Les Echos»

**MARYLISE LÉON**  
secrétaire générale  
de la CFDT  
**AMIR REZA-TOFIGHI**  
président de la CPME

ditions de travail pénibles, cela me fait un peu bondir. Sur le terrain, les entrepreneurs sont aussi en colère contre la hausse des arrêts de travail, les ruptures conventionnelles. Le rapport au travail a changé, je ne crois pas que les chefs d'entreprise soient devenus des tortionnaires depuis le Covid !

**La réforme des retraites de 2023 est-elle morte ?**  
**M. L.** : Je pense que la réforme de 2023 est enterrée, finie. Quel politique portera avant 2027, la seule idée de réaugmenter l'âge légal s'il veut gagner l'élection présidentielle ? Il faut rebondir. Ce que veut pour cela la CFDT, c'est la retraite à la carte, c'est-à-dire qu'on donne plus de liberté aux gens qui devraient pouvoir décider de quand ils partent, comment et avec combien, sans qu'on ait un âge de départ minimum obligatoire. Nous voulons aussi unifier les régimes pour moins d'inégalités. Est-ce qu'il faut d'abord unifier les régimes ou d'abord donner plus de choix aux assurés ? Cela fait partie des questions qu'il faut poser.

**A.R.-T.** : A chaque présidentielle, on rejoue le même scénario : faire croire qu'on pourrait travailler toujours moins. C'est un mensonge dangereux. Pendant ce temps, on évite les défis qui vont conditionner l'avenir de notre société : notre souveraineté économique, européenne, militaire. Ce ne sont pas des sujets secondaires.

**Il n'empêche, le système est déjà déficitaire et la suspension, non financée, va encore aggraver le déficit. Faut-il remettre sur la table des mesures de redressement ?**  
**M. L.** : Selon moi, la conférence ne doit pas être piégée par des questions financières de court terme.

**Que dites-vous cependant aux parlementaires qui rejettent l'idée de geler puis de sous-indexer les pensions pour redresser les finances du système ?**  
**M.L.** : Nous avons toujours été clair sur le fait que, si à un moment il faut mettre à contribution chacun selon ses moyens, il faut également mettre à contribution les retraités qui le peuvent.

**A. R.-T.** : C'est une question de justice générationnelle. Les efforts ne doivent pas être toujours faits uniquement par les actifs. Les retraités ont cotisé moins que ce que les actifs d'aujourd'hui cotisent pour eux. A un moment donné, les jeunes vont se demander quel est l'intérêt de payer pour quelque chose qu'ils ne toucheront jamais.

**Finalement, dites-vous comme le Premier ministre que le « vrai danger, c'est l'absence de budget » ?**  
**A. R.-T.** : L'urgence, c'est déjà d'avoir un budget de la Sécurité sociale, sinon son déficit explosera l'année prochaine. Nous avons la chance en France d'avoir un modèle social, mais nous devons être capables, politiques et partenaires sociaux, de voir ce qu'il faut corriger pour ne pas aller dans le mur.

Sur le budget de l'Etat, oui, il y a urgence, mais pas à tout prix. Si les mesures votées pèsent sur l'économie, la question sera de savoir s'il est plus dangereux d'avoir un budget ou pas. A dix-huit mois de la présidentielle, les députés ont choisi la facilité en faisant une croix sur beaucoup d'efforts de limitations de la dépense et en tapant toujours plus sur les entreprises.

« Faire croire qu'on pourrait travailler toujours moins est un mensonge dangereux. »

AMIR REZA-TOFIGHI  
Président de la CPME

**M. L.** : Un budget à tout prix, non ; mais un budget avec des efforts justes, oui, car il n'y a pas pire pour le consentement à l'impôt qu'une fiscalité où on compte surtout sur le voisin pour faire des efforts. Sur le terrain, j'entends surtout une attente très forte sur la capacité des politiques à se mettre d'accord. Il y a une vraie crainte des travailleurs d'une nouvelle crise et d'une dissolution. Ils attendent la photo finale.

**Sur la justice fiscale et sociale, vous avez des visions qui s'opposent...**  
**M. L.** : Quand je parle de justice sociale et fiscale, je ne veux pas dire qu'il faut créer des impôts et des

taxes dans tous les sens. Mais j'alerte sur plusieurs points : le déficit de la Sécu est notamment dû à un problème de recettes avec les exonérations de cotisations pour les entreprises non compensées par l'Etat. C'est un sujet.

Sur la fiscalité des entreprises, les débats ont par ailleurs montré que certains entretiennent une confusion chez les chefs d'entreprise entre leur patrimoine personnel et leur entreprise pour éviter de payer plus. Je pense à la taxe Zucman et au pacte Dutreil. Le dernier rapport du Conseil des prélèvements obligatoires va également dans ce sens.

Enfin, il y a un sujet d'efficacité des aides aux entreprises. Quand Novasco touche 85 millions d'euros pour maintenir l'activité puis dit « ciao » un an plus tard, nous avons besoin de plus de clarté et d'évaluation. C'est un enjeu profondément démocratique.

**A. R.-T.** : Vous mettez le doigt sur un désaccord réel. La pire injustice sociale, c'est de ne plus avoir d'emploi. Donc je dis attention aux débats décorrélés des réalités économiques. Et attention aussi au fait que beaucoup d'aides aux entreprises sont en réalité des instruments de politiques publiques, comme l'apprentissage, la transition écologique, la rénovation des logements... donc quand on remet en cause les aides entreprises, il faut être conscient des conséquences.

Par ailleurs, n'opposons pas justice sociale et capacité à produire en France. Nous nous battons pour cela pour une vraie concurrence loyale entre entreprises françaises et étrangères. C'est l'objet de la taxe Temu/Shein. Quant au pacte Dutreil, c'est un pacte avec la nation pour un tissu économique solide avec un actionnariat français de long terme. Il y a sûrement des ajustements à faire, mais ne le fragilisons pas.

**Quel regard portez-vous sur les débats budgétaires au Parlement ?**  
**M. L.** : Ceux qui nous pressaient pour trouver des compromis entre partenaires sociaux sont les mêmes qui éprouvent aujourd'hui des difficultés à les faire. Mais il est vrai que la situation pour boucler un budget n'a jamais été aussi difficile. Nous, partenaires sociaux, sommes des

## Le bras de fer s'engage sur les ruptures conventionnelles

**Le ministre du Travail, Jean-Pierre Farandou, veut bien renoncer à une réforme de l'assurance-chômage si les partenaires sociaux dégagent 400 millions d'euros d'économies sur les ruptures conventionnelles. Qu'en dit la CFDT ?**  
**M. L.** : Nous nous satisfaisons de l'abandon de la réforme de l'assurance-chômage qui était en germe. Les demandeurs d'emploi ont déjà été largement mis à contribution par des baisses de droits. Le régime a été largement ponctionné par l'Etat. En ce qui concerne les ruptures conventionnelles, leur coût pour l'assurance-chômage n'est pas le premier sujet qui me saute aux yeux, mais on est prêt à regarder. Nous sommes profondément attachés à ce mode de rupture.

**Qu'êtes-vous prêts à négocier ?**  
**M. L.** : L'idée pour nous n'est pas de chercher des économies au plus vite mais de se demander si les ruptures fonctionnent, qui en bénéficie et si ça répond toujours au même besoin. C'est vrai qu'il y a des employeurs qui n'osent pas refuser. Mais est-ce que c'est un problème d'assurance-chômage ou de

management ? Il y a aussi des salariés qui n'ont pas envie de partir et qui sont contraints d'accepter une rupture. J'en reviens à la conférence sur le travail car la question des pratiques managériales est fondamentale ! Mais la négociation devra aussi aborder la question des contrats courts sur lequel il y a eu un engagement du patronat à négocier. Le bonus-malus, instauré en 2019 (qui fait varier le taux de cotisation chômage employeur en fonction du taux de rotation de la main-d'œuvre, NDLR), n'est pas un bon dispositif. Il faut l'arrêter et appliquer une cotisation dégressive selon la durée, plus efficace.

**Sur les ruptures conventionnelles, que veut la CPME ?**  
**A. R.-T.** : Avec le Medef et l'U2P, nous plaçons pour réaliser 1 milliard d'euros d'économies par an et non pas seulement 400 millions. L'assurance-chômage a été créée pour que la solidarité prenne le relais en cas d'accident d'emploi et c'est une bonne chose. Sauf que c'est devenu : « J'ai cotisé alors j'ai droit de prendre 18 mois de pause ! » Les trois quarts des ruptures conventionnelles sont

« Je pense que la réforme des retraites de 2023 est enterrée, finie. »

MARYLISE LÉON  
Secrétaire générale  
de la CFDT

contributeurs à l'intérêt général, sur le temps long, décorrélé des échéances électorales. En cela, nous sommes complémentaires des politiques.

**A. R.-T.** : L'Assemblée nationale ne semble pas être à la hauteur du pouvoir inédit qu'est le sien sous la V<sup>e</sup> République. Elle doit agir avec responsabilité pour trouver un compromis. Le risque aujourd'hui, c'est d'avoir des débats irrationnels où tout le monde se raidit. Les Français attendent que les parlementaires se mettent d'accord. De notre côté, nous travaillons chaque jour à remettre de la rationalité et du long terme dans les débats.

**Le RN s'est lancé dans une opération séduction des milieux économiques... comment l'abordez-vous ?**  
**M. L.** : Le RN prétend défendre le travail, mais n'est que dans la division au travail, la stigmatisation des étrangers. L'entreprise pour le RN, c'est un employeur qui décide de tout, tout seul. Nous parlons et représentons tous les travailleurs, y compris les électeurs du RN. A nous de leur montrer que le RN c'est un double discours permanent et qu'il ne les défend pas.

**A.R.-T.** : Les chefs d'entreprise sont à l'image de la société, pourquoi seraient-ils différents des autres Français ? Notre rôle est d'aller défendre l'entreprise partout où elle peut être défendue. Mais je suis exigeant. Un exemple : la taxe sur les petits colis à l'Assemblée a été votée par tous sauf le RN. Ce que j'attends aujourd'hui, ce ne sont pas des slogans, ce sont des preuves. En tant que représentant des PME, je suis exigeant parce que je sais ce que nous portons : la cohésion économique, l'emploi, et, parfois, la paix sociale.